

# LES DIFFICULTES D'ABORDER CERTAINS SUJETS EN CLASSE

# Constats, difficultés et bonnes pratiques du terrain

1. Contexte et objectifs	3
2. Le questionnaire et les répondants	4
3. Analyse générale	5
4. Quelques points d'attention	6
a) Types de sujets	6
b) Discours religieux et racisme/sexisme systémique	7
c) Modification et autocensure	7
d) CPC	8
e) EVRAS	9
f) Pistes d'actions	10
g) Conclusion	10

#### 1. CONTEXTE ET OBJECTIFS

La mort de Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie à Conflans-Sainte-Honorine, a suscité la tristesse, l'indignation et la colère. Elle a également remis en relief des formes de violence à l'égard des personnels de l'enseignement. Le lynchage numérique de Nadia Geerts suite à sa réaction à ce drame ainsi qu'à la décision de WBE d'autoriser le port du voile dans ses établissements d'enseignement supérieur illustre également, dans une moindre mesure et en Belgique, cette problématique.

Ces types d'événements, quels qu'en soient les degrés, font le plus souvent écho à des thématiques sociétales en lien avec le vivre ensemble et le socle de nos valeurs communes. Nous pensons ici à la liberté d'expression et de conscience, la différence entre les faits/les opinions/les croyances, les religions comme faits historiques, la sexualité, ou encore l'égalité femmes-hommes. Très vite, en particulier sur les réseaux sociaux, le débat public prend alors une tournure violente et clivante, ne laissant aucune place à la nuance et à l'argumentation raisonnée. Ces événements en question peuvent aussi être liés de près ou de loin au contexte scolaire avec des jeunes en plein apprentissage de la citoyenneté et en plein développement de leur esprit critique.

Certains sujets, lorsque abordés avec des enfants et adolescents en classe et en dehors, semblent en effet faire l'objet des remises en question voire des rejets. Certaines de ces expressions semblent également bousculer le corps enseignant. Le savoir scientifique et les progrès éthiques se heurtent-ils en classe aux croyances et aux préjugés, au détriment de toute pensée critique ? Quelles sont les questionnements des acteurs et actrices de terrain à ce sujet et quelles sont les réponses à apporter ?

Le Centre d'Action Laïque a voulu objectiver cette réflexion en donnant la parole aux acteurs et actrices de terrain sur les difficultés rencontrées dans l'enseignement obligatoire, mais aussi sur certaines pratiques qui permettent de prévenir ou désamorcer les situations problématiques. A travers 40 questions, il brosse les constats et les pratiques d'enseignement pour en dégager pistes de solution basées sur des faits. Cette analyse quantitative et qualitative permet d'ouvrir la réflexion et de dégager des pistes pour favoriser le développement critique des élèves dans un environnement agréable pour les enseignants.

## 2. LE QUESTIONNAIRE ET LES RÉPONDANTS

Le questionnaire proposé était accessible en ligne durant trois mois (novembre-janvier). Il comprenait 40 questions divisées en trois grandes parties : la situation du répondant, les constats, les pratiques d'enseignement/recommandations.

Pour permettre une libre expression, plusieurs réponses étaient possibles pour une question. Par ailleurs, un commentaire libre était possible pour la plupart des questions, permettant ainsi une analyse plus qualitative des données.

Enfin, le questionnaire a été relu par le Laboratoire de Méthodologie du Traitement des Données (LMTD) de la Faculté de Philosophie et Sciences sociales de l'ULB. Sans se prononcer sur le fond, le LMTD a confirmé l'intérêt de la méthodologie et la forme des questions.

Plus de trois cents répondants ont participé au questionnaire. Le profil-type était un enseignant (90%) du réseau WBE dans le primaire ou le secondaire ordinaire (l'enseignement spécialisé est très peu représenté). Il dispose de plusieurs années d'expérience et enseigne la philosophie et la citoyenneté, la morale, une religion, le français ou encore l'histoire.

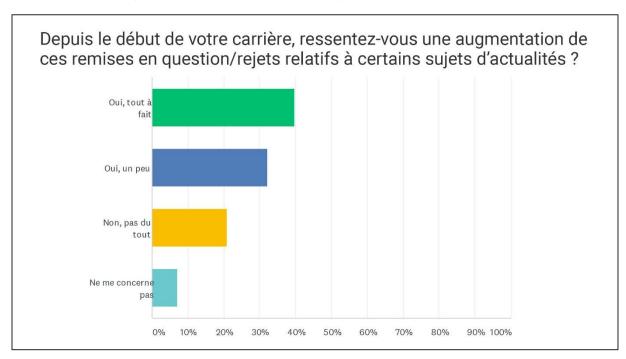
Outre ce profil type, les réponses proviennent de profils diversifiés, qu'il s'agisse de la fonction au sein de l'école, des différents réseaux, des différents niveaux et des différentes matières.

## 3. ANALYSE GÉNÉRALE

A la lecture des différentes réponses, hormis quelques cas bien particuliers, on ne constate pas de situation hors de contrôle. Le contenu de notre enseignement ne connait pas à ce jour de remise en cause majeure et systémique.

Ce constat rassurant et positif ne doit pourtant pas éluder **certains signaux** qui doivent inviter les acteurs du monde scolaire à élaborer des pistes de solutions concrètes pour les enseignants qui font face à des difficultés.

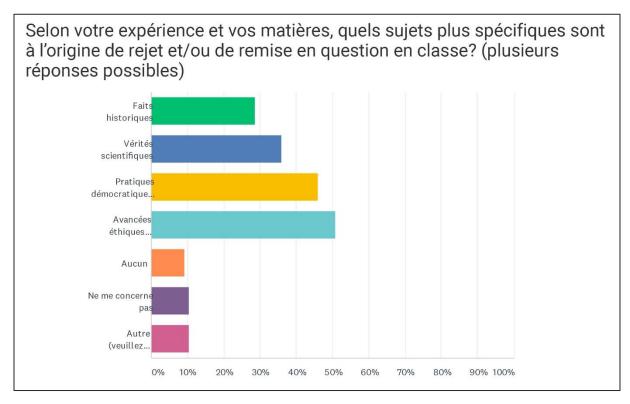
On constate en effet l'évolution d'un contexte et d'une ambiance générale qui entrainent les répondants à adapter leur discours et leur manière d'enseigner. Pour plus de 60% d'entre eux, les rejets et remises en question de sujets entrant en confrontation avec les croyances ou les préjugés des élèves ont augmenté. Ces contestations s'observent aussi bien dans le chef des élèves (75% des cas) que dans celui des parents (50% des cas). Cette augmentation modifie le comportement de 73% des répondants (voir cidessous – point c) *modification et autocensure*).



## 4. QUELQUES POINTS D'ATTENTION

## A) TYPES DE SUJETS

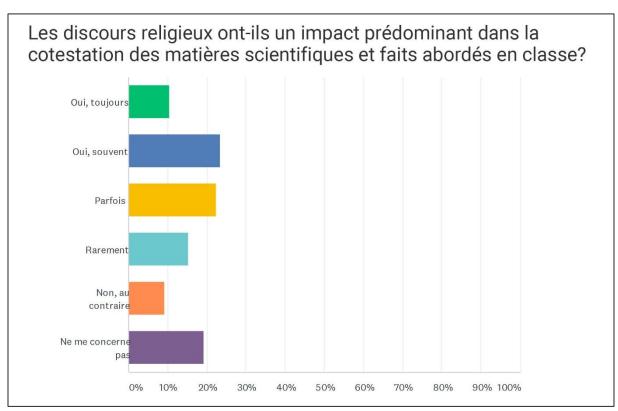
Quatre types de sujets soumis à contestation étaient proposés au répondant. Les avancées éthiques et les pratiques démocratiques sont plus spécifiquement à l'origine de rejet et/ou de remises en question. Dans les commentaires, des sujets plus spécifiques comme l'avortement, l'évolutionnisme, l'homosexualité et la légitimité de la femme comme figure d'autorité semblent être particulièrement remis en question.



Comme nous l'évoquions plus haut, les formes de contestation ne sont pas souvent à l'origine de gros incidents. Elle se traduisent plus généralement par de la méfiance (42%), de la contestation verbale (55%), de la moquerie (37%) ou du rejet (20%) dans des certitudes peu argumentées, participant ainsi à un climat général de méfiance envers le savoir. Lorsqu'on sort de la classe, un élément plus alarmant ressort du questionnaire : dans 51% des cas rapportés, ces rejets/remises en question se font dans la cour de récréation, n'offrant aucun contre-discours rationnel. Dans 40%, il s'agit des réseaux sociaux. Hors de la classe, intimidations et pressions deviennent des expressions de ces rejets dans 44% des cas.

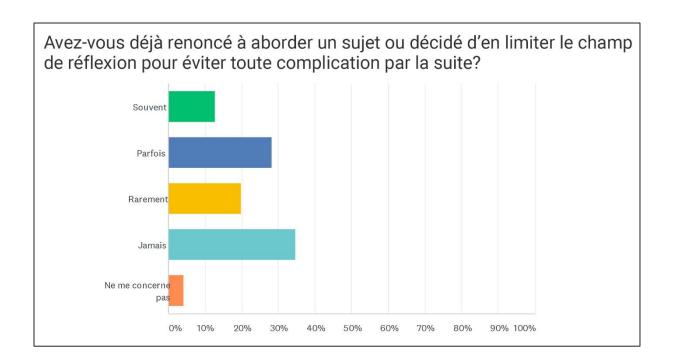
## B) DISCOURS RELIGIEUX ET RACISME/SEXISME SYSTÉMIQUE

Les discours religieux semblent avoir un impact : toujours (10%), souvent (33% ou parfois (22%), ainsi que la défense de la domination masculine : toujours (6%), souvent (18%) ou parfois (35%). Dans les mêmes proportions, le racisme et sexisme systémiques sont toujours, parfois ou souvent à l'origine de ces rejets.



### C) MODIFICATION ET AUTOCENSURE

73% des répondants ont modifié leur manière d'enseigner ces sujets sensibles ou prennent des précautions oratoires. De manière générale, c'est un levier positif qui les fait s'informer davantage sur le sujet, les invite à l'aborder moins frontalement et à se montrer le plus neutre possible. A l'inverse, 44% des professeurs ont souvent ou parfois songé à s'autocensurer et 40% d'entre eux ont parfois ou souvent renoncé ou limité le champ de réflexion d'un sujet pour éviter toute complication par la suite.

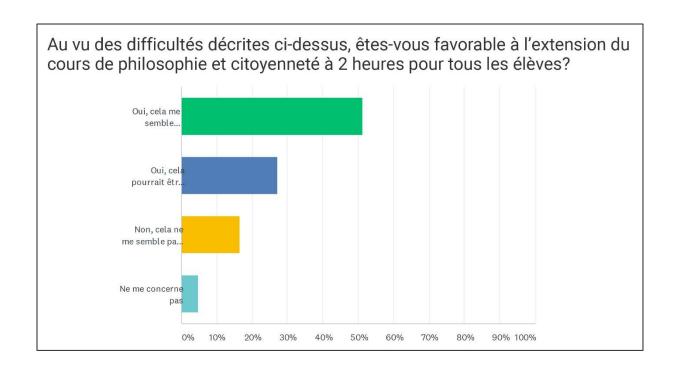


## D) CPC

Pour une large majorité de répondants, un cours de philosophie et citoyenneté de 2 heures est indispensable (51%) ou intéressant (27%). Ainsi, près de 80% des répondants se montrent positifs à l'égard d'un cours de philosophie et citoyenneté de 2 heures.

A noter que même dans le réseau libre confessionnel, 36% des répondants estiment ces 2 heures indispensables et 38% intéressantes! Une majorité des répondants du libre confessionnel plébiscite donc 2 heures de philosophie et citoyenneté comme piste de solution. Autrement dit, 76% des enseignants du libre confessionnel sont pour deux heures de philosophie et citoyenneté.

Ce constat s'inscrit de manière cohérente face aux précédents constats et replace le curseur du débat public et de son consensus : le développement de la pensée critique et de la citoyenneté chez nos élèves ne peut plus attendre et nécessite un réel apprentissage. C'est le message que fait passer le corps enseignant, à une très large majorité, et tous réseaux confondus.



## E) EVRAS

L'Education à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle (EVRAS) semble plébiscitée à presque 60%, notamment pour lutter contre l'homophobie et le sexisme, et en particulier en faveur de l'égalité hommes-femmes.

En réalité, seuls 22% des sondés estiment le contraire.

A nouveau, les chiffres ne font que renforcer les constats cités plus haut, comme notamment les avancées éthiques et les pratiques démocratiques sujettes à davantage de résistance.

Voici quelques exemples de commentaires pris l'un à la suite de l'autre :

agressions sexistes et homophobes, violences	12/1/2020 4:43 PM
Cela pourrait permettre de combler les énormes lacunes de certains étudiants sur le plan relationnel mais surtout à propos de la sexualité et d'éviter ainsi des commentaires salaces, des critiques et même des injures en dehors de l'école et sur es réseaux sociaux	11/30/2020 6:07 PM
Tout ce qui est différence et acceptation des autres dans tous les domaines une aide extérieure est toujours la bienvenue.	11/30/2020 3:16 PM
Les difficultés d'accepter l'autre	11/30/2020 10:29 AM
à long terme agir sur les violences conjugales	11/29/2020 1:07 PM
On constate un immense recul des notions de liberté et pour les transgenres, et pour les homosexuels et de la part de filles elles-même qui se complaisent dans un rôle de femmes objets jusqu'à un certain point, avant de réaliser dans quelle impasse elles sont ( on l'apprend souvent après leur départ de l'école )	11/29/2020 11:54 AM
Respect de l'autre sexe. Le désir sans la soumission.	11/29/2020 8:58 AM
L'Éducation à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle permet de prévenir pour toutes les thématiques qui y sont abonnées.	11/28/2020 7:46 AM

## F) PISTES D'ACTIONS

De manière générale, il faut prendre prioritairement en considération le fait que le corps enseignant répondant ne jette pas l'éponge face à l'augmentation de ce type de situations, mais demande au contraire à être véritablement équipé et soutenu afin d'y faire face. La première suggestion, en filigrane, est donc bien d'être formé et soutenu à être pleinement professeur pour gérer tout type de situation. La légitimité de cette demande est renforcée par le fait que l'échantillon des répondants est composé en quasi-totalité d'enseignants.

Les formations continue et initiale sont très largement plébiscitées pour outiller les professeurs sur la façon d'appréhender la diversité culturelle, de communiquer et de gérer les conflits.

De même, une véritable EVRAS et un vrai cours de CPC sont des pistes plébiscitées. La rencontre avec des professionnels et des asbl de terrain est également privilégiée pour aborder et traiter certains sujets les plus sensibles.

Certains répondants évoquent l'existence de personnes externes (personnes ressources, cellule d'écoute...), voire des médiateurs interculturels ou des interlocuteurs religieux. Cela ne nous semble pas une réponse pertinente car cette piste n'apporte aucune solution structurelle de fond, tant chez les élèves que les professeurs.

## G) CONCLUSION

La lecture des réponses à ce questionnaire est instructive à plus d'un titre. Toute sa force réside dans la légitimité de cette parole qui émane en quasi-totalité du corps enseignant confronté au quotidien à ces réalités.

Elle permet avant tout de cerner de manière un peu plus détaillée une réalité et de réfléchir à des pistes concrètes de solution.

Elle pointe un contexte qui évolue et modifie le comportement de professeurs, parfois avec des effets bénéfiques, mais surtout vers un risque d'autocensure lorsque certains sujets sont abordés, en particulier les avancées éthiques et les pratiques démocratiques.

Elle met en évidence la nécessité de doter les enseignants d'outils lors des formations initiale et continue, et les élèves d'une EVRAS et d'un cours de philosophie et citoyenneté de deux heures.



#### Centre d'Action Laïque - Mai 2021

Campus de la Plaine ULB – CP 236 (Accès 2) 1050 Bruxelles

www.laicite.be | 02.627.68.11 | cal@laicite.net

Éditeur responsable : Benoît Van Der Meerschen